

Note d'orientation de politique

Réseaux d'observation du climat en Afrique: Défis, besoins, et recommandations

La gestion efficace de la variabilité et du changement climatique veut que l'on exploite des informations climatiques adéquates en matière de planification et que les risques climatiques soient incorporés systématiquement dans les décisions de développement. L'Afrique est connue comme ayant des réseaux d'observation insuffisants et inefficaces, ce qui rend difficile à traiter efficacement des questions telles que la réduction de la pauvreté et le développement national, qui sont tous deux affectés par la variabilité et les changements climatiques. Les Services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN) dans chaque pays africain et d'autres fournisseurs de services climatiques doivent renforcer considérablement leurs réseaux d'observation et améliorer leur capacité à offrir une gamme complète de services climatologiques à l'appui du développement durable. Les bénéficiaires de l'information climatique, tels que les secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'énergie et des ressources halieutiques, ainsi que ceux qui travaillent dans la prévention des catastrophes naturelles, doivent définir leurs besoins et œuvrer en étroite collaboration avec les pourvoyeurs de services afin que l'information climatique serve à améliorer de manière significative les mesures de développement.

Messages clés

- Des systèmes d'observation du climat pertinents sont essentiels pour la gestion efficace des risques climatiques.
- Les réseaux d'observation en Afrique se détériorent et doivent être renforcés.
- Les données historiques sont d'une grande valeur et, là où elles n'existent pas, doivent faire l'objet de sauvetage et exploitées dans les analyses climatiques.
- Le Centre Africain pour les politiques en matière de climat (CAPC), une initiative de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, a un rôle clé à jouer pour faciliter l'amélioration des systèmes d'observation du climat de l'Afrique

Défis et besoins

La nécessité d'améliorer les réseaux d'observation du climat de l'Afrique est claire. Cependant, un certain nombre de défis doivent être relevés et les besoins résolus. Parmi ceux-ci, l'on cite:

- Les données et les services climatiques ne sont pas utilisés de manière efficace dans le développement;
- La densité et la couverture des observations climatiques existantes en Afrique est généralement faible ou clairsemée;
- La couverture du réseau varie considérablement à l'intérieur et entre les pays;
- La gestion des données climatiques se doit d'être modernisée;

- Il existe en Afrique des données utiles importantes qui ne figurent pas actuellement dans les bases de données;
- Une meilleure coordination permettrait de s'assurer que les réseaux d'observation de l'Afrique, la gestion de la qualité des données et les systèmes d'archivage rendent accessibles suffisamment de données climatiques et partagent l'expérience avec un large éventail de parties prenantes;
- La mise en œuvre du nouveau Cadre Mondial pour les Services Climatologiques (CMSC) de l'Organisation météorologique mondiale reste indispensable; et
- La plupart de données provenant des réseaux nationaux qui pourraient être utiles dans la prévision sont inaccessibles.

La lutte pour l'amélioration des réseaux et des pratiques est réelle, mais sans beaucoup de réussite pour le moment. Avec la mise en place du CAPC et l'adoption du programme Climat pour le développement en Afrique (ClimDev-Afrique), le continent peut être optimiste pour mieux faire face aux défis et besoins de son observatoire du climat. Il est donc important que le CAPC collabore avec les pays africains et d'autres partenaires, y compris les centres climatiques régionaux. Il s'agit notamment du Centre africain pour les applications de la météorologie au développement, le Centre de Prévisions et d'Applications climatiques de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), le Centre de services climatologiques de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe, et AGRHYMET, dont le nom est une contraction de AGRométéorologie, HYdrologie, et METéorologie. AGRYHMET couvre les pays sahéliens de l'Afrique de l'Ouest sujets à la sécheresse. Une étroite collaboration avec ces partenaires permettra de s'assurer que l'infrastructure des réseaux d'observation du climat, la gestion des données et les communications répondent aux normes requises. Pour ce faire, le CAPC se doit de:

- Coordonner avec les pays et mener un plaidoyer au plus haut niveau pour encourager

l'investissement dans des réseaux d'observation du climat et l'infrastructure de données durables à court et à long terme;

- Aider à la définition des besoins en matière de données climatiques pour différentes applications et faciliter les moyens de combler les lacunes du système d'observation, telles que celles identifiées par le système d'observation du climat (SMOC), parrainé par l'OMM;
- S'impliquer dans la production d'informations et de données climatiques, le cas échéant, de même que synthétiser et diffuser les informations indispensables pour la définition de mesures afin de remédier à l'adaptation quant à la variabilité et au changement climatiques, aussi bien que l'atténuation;
- Agir au nom des utilisateurs et des fournisseurs de données sur le climat, si tel est le cas;
- Aider le programme ClimDev-Afrique à réaliser ses objectifs;
- Encourager le libre partage des données et des informations entre les pays; et
- Participer à toute coordination pertinente à laquelle les pays africains pourraient souscrire.

Recommandations

Ci-après les recommandations qui pourraient être envisagées par les gouvernements africains, les institutions régionales, les SMHN africains, et le CAPC, le cas échéant, pour faire face aux défis et besoins liés à l'amélioration de la qualité, de la quantité et de l'utilité des observations climatiques en Afrique:

- La détérioration des réseaux et des stations d'observation du climat doit être résolue. Ceci peut être réel grâce à la rénovation des stations existantes et par la création de nouvelles stations, y compris les stations météorologiques automatiques, si nécessaire. L'entretien de ces stations doit être maintenu dans le temps. Les systèmes de gestion et d'archivage de données doivent également être améliorés;

- Les données climatiques doivent être traitées comme un bien public et, autant que possible diffusées au public et à des réseaux internationaux. La quantité de données en provenance d'Afrique partagées avec les réseaux internationaux reste limitée par rapport aux données disponibles sur le continent;
- Les pays, avec le soutien des organisations internationales, devraient numériser la quantité considérable de données devant faire l'objet de sauvetage en Afrique et l'intégrer dans les bases de données climatiques nationales, régionales et mondiales. Un inventaire des données qui ont été, ou pourrait faire l'objet de sauvetage doit être initié;
- Les gouvernements devraient garantir le suivi pour s'assurer que les promesses qui ont été faites concernant l'installation de nouvelles stations climatologiques sont maintenues;
- La mise en œuvre du CMSC en Afrique aiderait considérablement pour coordonner les réseaux de gestion et d'observation des données climatiques. En outre, le renforcement des centres climatologiques régionaux permettra d'améliorer la gestion des banques de données régionales;
- De nouvelles approches doivent être conçues pour combler les lacunes en matière de données, grâce aux observations de toutes les stations météorologiques disponibles en combinaison avec des produits mondiaux, tels que les données satellitaires par procuration et les modèles de ré analyse de données climatiques;
- Les SMHN devrait nouer des partenariats avec des institutions non gouvernementales, y compris les entités compétentes du secteur privé, afin d'améliorer leurs réseaux d'observation (étant entendu que les SMHN resteront les gardiens des données);
- Le CAPC doit coordonner avec les pays et les communautés économiques sous régionales et assurer un plaidoyer en leur nom pour la nécessité d'investir dans des réseaux d'observation et l'infrastructure de données climatiques durables à court et à long terme. Il devrait également aider à définir les besoins en données climatiques pour diverses applications et faciliter à combler les lacunes identifiées par le SMOC dans ses plans d'action régionaux africains;
- Le CAPC devrait aider à la production, la synthèse et la diffusion des informations sur le climat à l'appui de l'adaptation et l'atténuation, par exemple, en appuyant la communauté des utilisateurs pour comprendre, interroger, et exploiter plus efficacement les informations climatiques;
- Le CAPC, en tant qu'organisation continentale chargée de se concentrer sur la politique climatique, devrait travailler avec les parties prenantes afin de s'assurer qu'ils traitent des questions climatiques dans leur politique et leur planification, contribuant ainsi à un développement national durable.

ClimDev-Afrique



Pour plus d'information sur le CAPC et l'intégralité du programme ClimDev-Africa, veuillez visiter le site web de ClimDev-Africa sur:<http://www.climdev-africa.org>

Ce document est le résultat d'une recherche menée par le Centre Africain pour la Politique en matière de Climat (CAPC) en collaboration avec des experts et rédacteurs sélectionnés. Le CAPC fait parti du programme Climat pour le Développement (ClimDev-Africa), une initiative commune de l'Union Africaine (AU), la Commission Économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA) et la Banque Africaine de Développement (BAD). Le programme est financé par différents gouvernements et agences de développement. Cependant, les points de vue exprimés dans ce document ainsi que les informations qu'il contient ne sont pas nécessairement ceux et celles approuvés par ces institutions partenaires qui n'accepteront aucune responsabilité en cas d'association de quelconque information avec avec l'une d'entre elles.

© 2014, Centre Africain pour la Politique en matière de Climat (CAPC). Tout droits réservés.



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique



Commission
de l'Union Africaine



Banque Africaine de
Développement